

## 2 Politique

# Clôture de la première session ordinaire du Conseil économique, social et environnemental Un avis formulé pour le financement de la politique environnementale

Martina ADA METOULE

Libreville/Gabon

**Les travaux qui se sont achevés hier, ont été sanctionnés par deux principales recommandations à l'endroit du gouvernement, afin que le Gabon "rattrape son retard de développement durable". Par ailleurs, le règlement intérieur a été adopté.**

LES travaux de la première session ordinaire du Conseil économique, social et environnemental (CESE) ont été clôturés, hier à son siège, par le président de l'institution René Ndemézo' Obiang.

De ces assises, on retient que le règlement intérieur du CESE a été adopté. C'était l'un des points ins-

crits à l'ordre du jour de cette session. La prochaine étape reste la transmission de ce texte vers la Cour constitutionnelle pour validation. Aussi, sur la seconde problématique relative au financement de la politique environnementale, un avis a été émis. Celui-ci, selon Ndemézo' Obiang, formule à l'endroit du gouvernement de nombreuses recommandations. Dans un premier temps, "pour atteindre les objectifs de développement durable à l'horizon 2030, le Gabon doit améliorer son cadre juridique et réglementaire par l'application effective des textes en vigueur d'une part, et par l'amélioration de la lisibilité de sa politique avec la mise en place d'un organe unifié de coordination et de financement de toutes les missions rela-



Photo : F. M. MOMBO

Le président du CESE, René Ndemézo'o Obiang, à l'ouverture de la session.

tives à la protection de l'environnement et du développement durable".

Deuxièmement, a-t-il ajouté, "la politique de protection de l'environnement et du développement durable doit reposer sur des outils et mécanismes de financement pérennes et sur des programmes volontaristes en matière de renforcement des capacités et de transfert de technologies". Forts de cela, les conseillers membres ont indiqué que le Gabon peut rattraper son retard en développement durable, "sans nécessairement recourir à la bonté internationale". Ce d'autant que, "il dispose de ressources suffisantes". En outre, plusieurs atouts permettent le financement de ladite politique, à en croire le CESE. "Les immenses potentiels forestiers du Gabon,

de ses mines et hydrocarbures, autant que ceux de son espace marin, sont autant d'atouts naturels permettant de financer, en trésorerie propre, une économie diversifiée fondée sur une logique de développement durable". En clair, René Ndemézo' Obiang estime qu'il faut que le pays sorte de la parole et "passe résolument aux actes".

Par ailleurs, il a rappelé à tous ses collaborateurs, la nécessité de rester mobilisés pour la réalisation de leur feuille de route pour cette année. Celle-ci, a-t-il précisé, "indique comme activités principales le recueil des attentes légitimes des populations et de la société civile, ainsi que la commémoration du 60e anniversaire de notre institution".

## 51e anniversaire du PDG

### Les festivités se poursuivent

O. N.

Libreville/Gabon

**Aujourd'hui les membres du secrétariat exécutif du Parti démocratique gabonais (PDG) seront dans la Zone économique de Nkok. Histoire de s'enquérir de ce qui se fait dans le sens de "l'accélération de la transformation du Gabon", tel que prôné par le parti au pouvoir.**

DEBUTE le lundi 11 mars dernier, les festivités marquant la commémoration du 51e anniversaire du Parti démocratique gabonais (PDG), se poursuivent aujourd'hui. Cette fois, une délégation de l'exécutif du parti, conduite par son secrétaire général (SG), Eric Dodo Bounquendza, sera du côté de la Zone économique de Nkok.

Cette sortie sera l'occasion, pour la hiérarchie de la formation politique au pouvoir, de toucher du doigt



Photo : Adji Ndiourme

Une vue des hiérarques du PDG lors de l'office religieux à Sainte-Marie.

les réalités de cet espace économique à régime économique spécial où sont établies plusieurs entreprises. Cela cadre avec le slogan du PDG lors des dernières élections couplées (législatives et locales) qui

a tourné autour de "l'accélération de la transformation du Gabon". C'est donc pour voir si ce qui s'y fait cadre avec ce slogan aux allures d'engagement. "Nous voulons voir ce qui se fait dans ce sens et voir si cette

zone se développe conformément à la vision du distingué camarade président", a indiqué l'un des porte-parole du PDG.

Il faut rappeler que dans le cadre des 51 ans du parti fondé par feu Omar Bongo

Ondimba le 12 mars 1968, plusieurs manifestations ont déjà eu lieu depuis le début de la semaine. Notamment, l'allocation de circonstance du SG du parti ; le vernissage du livre "Discours du Distingué cama-

rade président du Parti démocratique gabonais, Ali Bongo Ondimba : 209-2017" ; les cultes religieux ; ainsi qu'un "master class" politique à l'attention des membres du Conseil national.

D'autres activités sont prévues au niveau des fédérations et des sièges de députés les week-end des 16 et 17 mars, 23 et 24 mars et 30 et 31 mars prochains.

A noter que le constat qu'aura fait le secrétariat exécutif du PDG pourrait lui inspirer des remarques et propositions à l'endroit du gouvernement.

## Cercle de réflexion et d'action citoyenne (Crac)

### Séraphin Ondoumba rassure sur l'état de santé du chef de l'Etat

AEE

Libreville/Gabon

LE président du Cercle de réflexion et d'action citoyenne (Crac), et par ailleurs chargé de mission du président de la République, Séraphin Ondoumba, a rencontré, hier après-midi, à Akébé les responsables d'associations du 3e arrondissement de Libreville, pour leur demander de relayer une fois de plus le message sur l'état de santé, plutôt rassurant, du président de la République, Ali Bongo Ondimba. Qui, selon certains détracteurs, ne serait plus en état de

diriger le pays.

Le président du Crac, persiste et signe : "Ali Bongo Ondimba reste et demeure le seul président du Gabon en fonction. Il poursuit sa convalescence à Rabat et si tout se passe comme nous le souhaitons tous, il sera bientôt parmi nous". Avant d'entretenir la population sur l'échange entre le ministre gabonais délégué aux Eaux et Forêts, Franck Nguema et le président français, Emmanuel Macron, lors du récent sommet "One planet" au Kenya...

"Pour ceux qui regardent les réseaux sociaux, vous avez vu le président Macron, lors du sommet One Planet au Kenya, confirmant au ministre délégué

Franck Nguema, qu'il s'était entretenu avec le président Ali Bongo Ondimba, la semaine dernière et que la France est au courant de son état de santé. Quoi de plus pour rassurer les gens ?", s'est-il interrogé. Avant d'appeler les uns et les autres à plus de vigilance et à ne pas céder aux "messages de haine et de division" véhiculés par une certaine frange de la population.

Le président du Crac et chargé de mission du président de la République, Séraphin Ondoumba, (c) lors de sa rencontre avec les responsables d'associations à Akébé.



Photo : Abel Eyeghe